



Service de presse
☎ : 01 48 18 84 70
Fax : 01 48 57 15 20

Déclaration de la Commission exécutive confédérale Cgt

Elections 2007 : le choix du progrès social

Les prochaines élections, présidentielles puis législatives, sont des moments importants pour l'expression démocratique des citoyens.

A plusieurs reprises, ouvriers, employés ou cadres, les jeunes comme les retraités ont fait la démonstration qu'il fallait compter avec leur intervention. Ce fut le cas à l'occasion de précédentes consultations politiques (élections régionales, référendum sur le traité constitutionnel européen) ou lors de mobilisations syndicales locales ou nationales (contre la réforme des retraites en 2003, la journée de travail gratuit de la Pentecôte, la victoire contre le CPE en 2006).

En ce moment même, de nombreuses mobilisations syndicales, souvent unitaires, visent à obtenir des augmentations de salaires, à empêcher des restructurations, des licenciements qui frappent des dizaines de milliers de salariés dans les grandes ou petites entreprises. Ces mobilisations doivent se poursuivre et s'amplifier. Elles contribuent à ce que les revendications sociales soient au cœur du débat politique.

L'Insécurité sociale mine la société française. Elle est d'abord la conséquence de choix économiques et sociaux, mis en œuvre depuis trop d'années. Ces choix, amplifiés ces dernières années, ont favorisé le chômage et la précarité dans l'emploi, la baisse du pouvoir d'achat des actifs comme des retraités, un déclin de l'industrie, des services publics. Ils ont mis en cause la cohésion sociale et les capacités à répondre aux besoins sociaux.

La France s'illustre aujourd'hui par 7 millions de pauvres dont 3,2 millions de travailleurs pauvres, par une crise du logement social, des quartiers ghettoïsés, un recul de la protection sociale, un accroissement de la souffrance au travail et de nombreuses discriminations...

Dans la même période, les profits des grands groupes et la rémunération des actionnaires ont largement progressé au détriment du sort fait aux femmes et aux hommes dans la société et l'entreprise.

C'est cette situation qu'il faut changer. C'est la raison pour laquelle il est essentiel, pour la CGT, que la campagne électorale soit l'occasion d'une clarification des projets politiques dans les domaines économiques et sociaux.

Depuis l'élection présidentielle de 2002, les thèses véhiculées par l'extrême droite sont banalisées dans certains discours politiques. En désignant des boucs émissaires, français ou immigrés, il s'agit en fait de masquer qu'une part importante des richesses produites est captée au détriment des salariés, de l'investissement utile et des politiques publiques. Ces idées sont contraires aux intérêts des salariés, aux valeurs du syndicalisme. La CGT les combat, qu'elles viennent de l'extrême droite ou de tout candidat tenté de les relayer.

La CGT alerte sur la volonté du Medef de parvenir, à l'issue des élections, à l'instauration d'un gouvernement totalement acquis à sa vision ultralibérale de la société et de l'économie dont les salariés et leurs libertés seraient les victimes. Les intentions déclarées de plusieurs candidats de s'attaquer au droit constitutionnel de grève dans les entreprises, les administrations et les universités, ainsi qu'à la représentation syndicale, ne relèvent pas du simple

débat public. Cela annonce un pouvoir brutal à l'égard de tous ceux qui n'accepteront pas une nouvelle phase dans la mise en pièces du Code du travail, des droits sociaux et des libertés fondamentales.

La CGT ne se résout pas à cette perspective.

Elle agit pour la justice sociale, pour une société solidaire où la place du travail est revalorisée par la reconnaissance des qualifications et d'un SMIC à 1500 euros bruts tout de suite, où les salariés et leurs représentants se verront reconnaître de nouveaux droits d'intervention pour peser sur les choix de gestion dans les secteurs public et privé. Une société où le salarié n'est pas menacé d'être jeté comme un kleenex.

C'est le sens du combat de la CGT pour de nouvelles conquêtes économiques et sociales, pour un nouveau statut du travail salarié dont la « sécurité sociale professionnelle », véritable alternative aux licenciements.

Dans les domaines de l'emploi, des conditions de travail, des droits à la retraite comme pour l'accès aux droits fondamentaux en matière de santé, de logement, de transport, d'énergie, d'éducation, de culture... des réformes sont nécessaires et possibles. La CGT a de nombreuses propositions. Elles doivent faire l'objet de réelles négociations.

Pour ce faire, il est urgent d'instaurer de nouvelles règles de représentativité syndicale et le principe de l'accord majoritaire dans les négociations. Les salariés ont un urgent besoin de nouveaux droits sociaux et d'un profond renouvellement de la démocratie sociale et culturelle.

Les salariés et la jeunesse, qui aspirent au progrès social, n'ont pas à accepter les campagnes de culpabilisation de la part des plus fortunés. Ils sont en droit d'attendre une plus juste répartition des richesses et une fiscalité en faveur des revenus du travail, une réorientation de l'utilisation de l'argent public, une réelle ambition sociale dans la construction européenne. Le développement de la recherche, la modernisation des services publics, la promotion du développement durable, la préservation de l'environnement, la paix sont possibles. La France doit les promouvoir.

C'est dans cet esprit que la CGT agit en coopération avec les syndicalistes en Europe et dans le monde.

Elle intervient sur les enjeux à partir de ses prérogatives de syndicat, de son expérience et de son engagement dans les mobilisations des salariés du public et du privé, pour faire avancer les revendications en France et au plan international. La CGT en tant qu'organisation syndicale indépendante des partis, comme du patronat et du gouvernement, n'a pas à donner de consigne de vote pour ces scrutins.

Les salariés, actifs, retraités ou privés d'emploi, représentent une majorité du corps électoral. Ils ont le plus grand intérêt à intervenir dans les débats et les choix concernant leur avenir. Malgré, parfois, le scepticisme et les déceptions, il ne faut pas laisser au monde des affaires le soin de s'occuper des affaires du monde.

Les élections doivent permettre à chaque citoyen de prendre la parole. La CGT engage les salariés à investir le terrain de la réflexion, de la participation aux échéances politiques et de l'action syndicale. Elle appelle les salariés à se syndiquer plus nombreux pour être en capacité d'assurer eux-mêmes la défense de leurs propres revendications, en toutes circonstances.

Montreuil, le 1^{er} mars 2007

Texte adopté à l'unanimité de la Commission exécutive confédérale de la CGT